

Erhöhung des Abzuges, oder die getrennte Veranlagung. Von diesen Möglichkeiten scheint mir die getrennte Veranlagung die bessere zu sein. Sie wird der Wirklichkeit gerechter. Daher empfehle ich Ihnen, diesem Antrag zuzustimmen.

**Tschopp**, Berichterstatter der Mehrheit: Im Absatz 3, Buchstabe b, Ziffer 1, werden die Sozialabzüge geregelt. Ich beschränke mich auf den Mehrheitsbeschluss in bezug auf den Abzug für das Erwerbseinkommen und auf den Minderheitsantrag unseres Kollegen Biel. — Bundesrat und Ständerat schlagen beim Erwerbseinkommen der Frau einen Abzug von Fr. 1000.— vor. Unsere Kommission hat mit 18 : 5 Stimmen, auf den Vorschlag unseres Kollegen Diethelm, diesen Abzug auf Fr. 2000.— erhöht. Die Kommission stellt Ihnen den entsprechenden Antrag. Das ist die zweite Differenz zu den Beschlüssen des Ständerates.

Der Ausfall an Steuern beträgt bei Fr. 1000.— Abzug etwa 13 Millionen Franken, bei Fr. 2000.— Abzug wird der Ausfall je nach dem Ansteigen der Progression mindestens doppelt so hoch sein.

Man muss vielleicht auch bedenken, dass nicht alle Kantone in der Lage sein werden, diesen Abzug «tel quel» zu übernehmen.

Einen viel weiter gehenden Minderheitsantrag stellt Kollege Biel. Er verlangt für das Erwerbseinkommen der Ehefrau eine getrennte Besteuerung. Den Kapitalertrag zu versteuern überlässt er dem Ehemann. Die Kommission hat diesen Antrag mit 28 : 2 Stimmen abgelehnt. Unser Kollege Biel hat den selben Antrag schon bei der letztes Jahr abgelehnten Vorlage gestellt, dies in Zusammenhang mit seinem Vorschlag für eine umfassende Änderung des schweizerischen Steuersystems. — Im schweizerischen Steuerrecht wird das in einer Familie erzielte Einkommen bis jetzt als Einheit besteuert, unbekümmert darum, ob es zusammen mit der Frau oder mit minderjährigen Kindern erzielt wird. Dagegen tragen unsere Steuerordnungen der Tatsache, dass vom Familieneinkommen der Unterhalt von 2 oder mehreren Personen zu bestreiten ist, in der Weise Rechnung, dass Haushalts-, Kinderabzüge usw. gewährt werden oder dass für Verheiratete ein günstigerer Tarif angewendet wird.

Es ist zuzugeben, dass die Bedeutung dieses Problems in den letzten Jahren zugenommen hat und noch zunehmen wird. Es wird oft als stossend empfunden, dass die Steuerbelastung zufolge der Progression stärker ist als diejenige, die von zwei unverheirateten Personen bei gleichem Einkommen zu tragen ist. 23 Kantone kennen deshalb einen zusätzlichen Abzug vom Fraueneinkommen, aber kein einziger Kanton hat bis jetzt das System der getrennten Veranlagung gewählt.

Ich glaube, der Minderheitsantrag bringt keine Lösung des Problems, im Gegenteil, wir schaffen eher neue Ungerechtigkeiten. Es wird Ehegatten, bei denen die Frau erwerbstätig ist, ein unverhältnismässiger Vorteil gegenüber solchen verschafft, die ein gleiches Einkommen haben, das aber vom Mann allein erzielt wird, wobei sich die Frau der Erziehung der Kinder widmet. Das müssen wir sehr bedenken.

Wir müssen auch praktisch denken: Wie wird z. B. in der Landwirtschaft oder im Kleingewerbe, vielleicht auch im Grossgewerbe, dieses Problem gelöst? Muss dann jeder Bauer seiner Frau, die «vollamtlich» in seinem Gewerbe mitarbeitet, einen Lohnausweis ausstellen?

Die Besteuerung der Doppelinkommen ist derart kompliziert und heikel, dass sie nicht in eine Verfassungsvorlage gehört. Auf der einen Seite will Kollege Biel harmonisieren. Jetzt aber will er etwas schaffen, das, aus finanziellen Gründen, nicht alle Kantone übernehmen könnten. Ich finde daher, wir sollten diese Angelegenheit mindestens der Ausführungsgesetzgebung überlassen.

Ich bitte Sie im Auftrag der Kommission, dem Antrag Biel nicht den Vorzug zu geben.

*Hier wird die Beratung abgebrochen  
Ici, le débat est interrompu*

### Vormittagssitzung vom 3. März 1971

*Séance du 3 mars 1971, matin*

Vorsitz – Présidence: Herr Weber-Altdorf

## 10736. Finanzordnung des Bundes. Weiterführung

### Régime des finances fédérales. Prorogation

Siehe Seite 108 hiervor – Voir page 108 ci-devant  
*Fortsetzung – Suite*

**M. Galli**, rapporteur: Nous en sommes restés hier au problème de l'imposition du revenu du travail de la femme mariée. Deux propositions sont présentées, qui divergent à la fois du texte du Conseil fédéral et de celui qui a été adopté par le Conseil des Etats. La première est celle de la majorité de la commission, qui vise à porter la déduction sur le revenu du travail de l'épouse à 2000 francs au lieu de 1000 francs. Les efforts particuliers déployés par notre collègue M. Diethelm – il était déjà intervenu dans ce sens au cours de la discussion de l'an passé – ont donc été couronnés de succès.

Il s'agit d'apporter un allègement à l'imposition du couple dont la femme exerce une activité lucrative. Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer à ce sujet. La majorité de la commission vous propose de porter la déduction à 2000 francs dans ce cas.

La minorité de la commission, qui était formée de MM. Biel et Kloter, propose d'imposer séparément le revenu de l'épouse. Cette proposition a déjà été l'objet de nombreuses discussions et débats dans le passé. Il n'est pas une seule révision du régime financier ou des dispositions légales relatives à l'impôt, qui n'ait vu débattre à fond ce problème.

Nous connaissons comme entité de taxation la famille plutôt que l'individu. Les différentes dispositions en faveur de la famille contenues dans la loi fiscale en font foi. La famille forme un tout, non seulement sur le plan fiscal, et on ne considère pas séparément les personnes qui la constituent. C'est ainsi que les enfants mineurs qui participent au travail et au revenu de la famille ne sont pas imposés séparément. Il en est de même de l'épouse. On reconnaît ainsi indirectement et en fait que la femme qui consacre le plus clair de son temps à la tenue du ménage et à l'éducation des enfants a droit au même traitement

que la femme qui peut ou qui doit travailler au-dehors du ménage pour compléter le revenu du mari. Nous connaissons les déductions pour couples, les déductions pour charges de famille. L'entité familiale est donc considérée comme un tout.

L'imposition séparée du revenu du mari et de celui de la femme serait contraire à la conception qui a présidé à l'élaboration des dispositions légales en matière d'imposition et créerait probablement une nouvelle injustice à l'égard de la femme qui travaille à la maison par vocation naturelle et du fait des nécessités de la famille. Elle créerait de nouvelles disparités. En effet, les couples dont la femme travaille seraient mieux placés que ceux dont seul le mari travaille.

D'autre part, les incidences de l'imposition séparée du mari et de l'épouse varieraient selon la part du revenu de la femme par rapport au revenu global. Il résulte des tables qui nous ont été remises que, si le revenu total du couple est de 20 000 francs et la part du revenu de la femme de 10%, la réduction de l'impôt équivaudrait à un sixième. Si le revenu de la femme représente le 20% du revenu total, le rabais atteindrait un tiers. S'il représente le 30%, la réduction de l'impôt serait de 45% et s'il représente la moitié ou davantage, la réduction atteindrait plus de 50% et, à ce moment, on peut dire que c'est le salaire du mari qui s'ajoute à celui de la femme.

M. Biel a commenté le cas où les deux salaires additionnés s'élèvent à 40 000 francs. Dans celui que j'ai sous les yeux, le salaire total est de 50 000 francs. Les conclusions sont à peu près les mêmes. Si l'apport de la femme s'élève au dixième, soit à 5000 francs, la réduction d'impôt serait de 20%. S'il représente le 20% du salaire total, soit 10 000 francs, la réduction serait de 40%. S'il est de 30%, la réduction atteindrait presque 60%. Enfin, si l'apport de la femme représente la moitié ou plus de la moitié du revenu total du couple, la réduction serait de 60% et, une nouvelle fois, c'est le salaire du mari qui s'ajoutera à celui de la femme.

Vous voyez ainsi l'incidence relativement énorme qu'aurait l'imposition séparée des revenus de la femme et du mari.

La commission s'est penchée encore une fois sur la proposition présentée par MM. Biel et Kloter et elle a décidé de vous proposer le maintien de la notion de l'entité familiale. Il faut encore souligner que, pour les indépendants, c'est-à-dire pour ceux qui exercent une activité lucrative non salariée, il est très facile de créer pour la femme une place de travail fictive, comme c'est déjà le cas dans beaucoup de petites entreprises, où la maîtresse de maison peut toujours trouver une place dans le compte d'exploitation de l'entreprise. Il serait très facile de trouver pour la femme mariée une place fictive de travail avec un salaire ou une participation, ce qui permettrait au couple de condition indépendante d'obtenir des facilités qui seraient refusées au couple de salariés qui aurait deux employeurs différents.

Quoi qu'il en soit, ce problème ne sera pas tranché *ad æternum* par la décision que vous prendrez aujourd'hui. Nous aurons l'occasion de nous pencher de nouveau sur ce problème lorsque nous reverrons l'ensemble des problèmes fiscaux. Ce n'est pas en imposant séparément le revenu de la femme mariée qu'on peut résoudre ce problème. Une telle modification toucherait la base même du système fiscal et remettrait en cause les allégements fiscaux consentis en faveur de la famille, qui n'auraient à ce moment plus de raison d'être.

La proposition de la minorité a été repoussée par 28 voix contre 2 et la majorité de la commission vous demande de la rejeter également.

**Tanner:** Als Nicht-Steuerfachmann kann und will ich mich nicht in die kontradicitorische Auseinandersetzung zu diesem Problem einschalten. Hingegen drängt es mich, eine grundsätzliche Bemerkung anzubringen. Nach unserer tradierten idealistisch-romantischen Auffassung bilden Mann und Frau in einer Ehe eine Einheit. Als selber Verheirateter und als Berater glaube ich fest an dieselbe, aber als moderner Ehemann und Berater glaube ich immer nur an die Einheit in zwei Personen. Aus dieser Überlegung heraus ergibt sich für mich zwingend das Postulat, die Steuereinheit zweier berufstätiger Ehegatten aufzuheben und mindestens ihr Erwerbseinkommen getrennt zu veranlagen.

Der Staat ist auf Steuergelder angewiesen. Niemand bestreitet sie ihm, und Herr Bundesrat Celio hat uns vorgestern gesagt, er hole sie sich dort, wo sie zu holen seien. Das ist nicht nur sein gutes Recht, sondern ich meine, er habe als Finanzminister sogar die Pflicht dazu. Die Wirtschaft liefert sie ihm im Einsatz der Bürger und Bürgerinnen. Unsere Volkswirtschaft blüht. Damit sie es weiterhin tun könne, sind in zunehmendem Masse auch Ehefrauen ausserhalb des Hauses in den Arbeitsprozess eingeschaltet. Wir wollen darüber froh und dafür dankbar sein. Denn wir sind auf ihren Einsatz angewiesen und könnten ehrlicherweise gar nicht wieder darauf verzichten. Das ist auch nicht nötig, und es ist nicht ungesund; im Gegenteil, die vollgültige Situation der heutigen Frau ist ja nicht mehr begrenzt durch Hausfrau und Mutterschaft. Manche muss zwar, aber manche (und sie befinden sich vermutlich bald in der Mehrheit) will aus wirklich freien Stücken heraus berufstätig sein. Unser bisheriges Steuersystem bestraft nun aber beides, das Müssen sowohl wie das Wollen, und beides erscheint mir ungerecht. Unser Finanzminister hat zwar offenbar in der Kommission von grotesken Beispielen erzählt, falls der bisherige Status verändert würde. Vielleicht wird er es auch heute noch tun. Andererseits erzählte uns gestern mein Freund Biel die progressivste Konsequenz aus der jetzigen Sachlage heraus, darin bestehend, dass einzelne Ehepaare, um der Progression zu entfliehen, ihre Ehen in Konkubinate verwandeln. Die meisten gehen nicht so weit; immerhin überlegen auch sie, ob unter solchen Gegebenheiten die ausserhäusliche Arbeit einer Ehefrau sich überhaupt lohne. Viele ziehen sich bereits wieder zurück, und damit werden unserer Volkswirtschaft und schliesslich auch unserem Staatswesen wesentliche Arbeitskräfte entzogen, was bedauerlich ist.

Ich bin gewiss nie ein so guter Rechner wie Bundesrat Celio, aber ich frage mich, ob in diesem Bereich seine Rechnung auf die Dauer aufgehen werde. Meine Mathematik sieht so aus: Lieber immer mehr einzelne, verheiratete Steuerzahler, als immer weniger Ehen, in welchen beide arbeiten. Vielleicht wird die steuermathematische Logik diesen Standpunkt nicht gelten lassen, doch die «logique du cœur», von welcher Pascal gesagt hat, dass sie ebenfalls lebensbestimmend sei, wird es tun müssen, schon aus Gründen der menschlichen Fairness und Gerechtigkeit.

Am vergangenen 7. Februar haben wir endlich ein überzeugendes Ja zur politischen Gleichberechtigung der Frauen bekommen. Nun müssten wir meines Erachtens in bezug auf die Steuersituation der verheirateten Männer und Frauen eine weitere Rechtsgleichheit schaffen. Sonst

könnte das vergessene deutsche Soldatenlied wahr werden: «Mädel hat kei Heiratslust, Mädel hat kei Geld.» Zu dieser Entwicklung dürfte Herr Bundesrat Celio, dem bekanntlich der «Blick» im vergangenen Dezember den grössten magistralen Sex-Appeal attestierte, kaum Hand bieten wollen. Jedenfalls wären verheiratete Männer und Frauen ihm noch für einen anderen Blick dankbar, nämlich für jenen, der aus steuerrechtlicher Konsequenz heraus die Berufsarbeit zu würdigen weiss. In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Minderheitsantrag Biel Ihre Zustimmung zu geben.

**Diethelm:** Gestatten Sie mir eine Vorbemerkung. Obwohl ich meine grundsätzliche Haltung in bezug auf Abzüge für krankheitsbedingte Aufwendungen nicht geändert habe, verzichte ich heute darauf, diesen Antrag wieder aufzunehmen. Ich erwarte aber mit aller Bestimmtheit entsprechende Zusicherungen (sie wurden auch wiederholt abgegeben), dass ein angemessener Abzug im Wehrsteuergesetz Aufnahme finden wird. In 18 verschiedenen Kantonen wird bereits heute ein gesetzlicher Abzug für Krankheitskosten und für Pflegebedürftigkeit zugesstanden, wenn die jährlichen Aufwendungen 3-5% des Einkommens übersteigen. Wie sehr dieser Abzug begründet ist, beweist auch der Entwurf für die Steuerharmonisierung, der unter dem Vorsitz von Regierungsrat Ritschard von einigen ausgewiesenen Steuerspezialisten erarbeitet worden ist. Diese profilierten Kenner des Steuerrechtes sehen in diesem Abzug keine komplizierten Umtriebe, wie das früher hier gesagt worden ist. Ich ersuche daher den Vorsteher des Finanzdepartements und die eidgenössische Steuerverwaltung, im Entwurf für ein Wehrsteuergesetz diesen Abzug nicht zu vergessen.

Und nun gestatten Sie mir einige Bemerkungen zum erhöhten Abzug für die erwerbstätige Ehefrau, sei es für die Erwerbstätigkeit bei Dritten oder im Geschäft, im Betrieb oder in der Praxis des Ehemannes. Im geltenden Wehrsteuerrecht wird kein solcher Abzug gewährt. Die meisten kantonalen Steuergesetze aber kennen in unterschiedlicher Gröszenordnung zum Teil gestaffelte Abzüge für die Tätigkeit bei Dritten oder im Betrieb des Gatten. Es kann nicht bestritten werden, dass in allen Fällen, in denen die Ehefrau eine Erwerbstätigkeit ausübt, die Kosten des Haushalts höher sind als in jenen, wo sich die Frau ausschliesslich der Familie und dem Haushalt widmen kann. Der erhöhte Abzug, der hier vorgeschlagen wird, will vor allem diesen Mehrkosten Rechnung tragen.

Ein zweiter Grund spricht heute mehr denn je für diesen von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagenen Abzug von 2000 Franken. Beim heutigen ausgetrockneten Arbeitsmarkt ist die schweizerische Wirtschaft sehr stark auf die Mitarbeit der Ehefrauen in den Industrie- und Dienstleistungsbetrieben angewiesen. Ein Abzug von 2000 Franken mildert die durch die Aufstockung des Einkommens der Ehefrau auf das Einkommen des Steuerpflichtigen erhöhte Steuerabgabe und lässt sich durchaus rechtfertigen. Wenn es dadurch gelingt, die wertvollen weiblichen Arbeitskräfte, die verheiratet sind, noch vermehrt in den Arbeitsprozess einzugliedern, wird der Ausfall von rund 13 Millionen Franken Wehrsteuerertrag mehr als wettgemacht. Ich ersuche Sie daher, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Ich habe bei den Kommissionsberatungen den Antrag unseres geschätzten Kollegen Biel bekämpft, und zwar aus zwei Gründen: Erstens, weil die getrennte Besteuerung der erwerbstätigen Ehegatten in der vorgeschlagenen Form nicht in das schweizerische Steuersystem passt und weil all-

fällige Rückwirkungen auf die kantonalen Steuergesetze zu unverzeihlichen Steuerausfällen in den Kantonen und Gemeinden führen würden, die auf andere Weise ausgelenkt werden müssten. Herr Biel hat gestern bei der Begründung seines Minderheitsantrages mit einigen guten Argumenten gefochten. Er hat aber nicht an alle andern Steuerpflichtigen gedacht, an die überwiegende Zahl der erwerbstätigen ledigen, verwitweten oder geschiedenen Frauen und an die verheirateten und ledigen Männer, die die nicht unerheblichen Ausfälle in irgendeiner Form, vor allem in den Kantonen und Gemeinden, durch Erhöhung der Steuersätze berappen müssten. Alle diese Pflichtigen anerkennen einen Gewinnungskostenabzug von 2000 Franken als berechtigt, betrachten aber eine getrennte Besteuerung ohne neue Tarifgestaltung für die erwerbstätigen Ehepaare als unzweckmässig. Prozentual würden von einer getrennten Besteuerung am stärksten die verheirateten Gastarbeiter profitieren, weil in diesen Kreisen der höchste Prozentsatz der Frauen erwerbstätig ist. Frankenmässig am meisten profitieren aber die hohen Einkommensbezüger in den freien Berufen, weil in diesen Fällen die Bemessung des Einkommens der mitarbeitenden Ehefrau zu schweren Konflikten zwischen Steuerorganen und Steuerpflichtigen führen würde, wobei der Pflichtige versuchen könnte, einen möglichst hohen Anteil des Gesamteinkommens auf die Ehefrau abzuwälzen, um sich erhebliche Steuervorteile zu sichern.

Zwei Beispiele, wie sich die getrennte Besteuerung bei Fällen der Mitarbeit der Ehefrau im Geschäft oder Beruf des Gatten auswirken könnte, stelle ich hier ein Beispiel eines Unselbständigerwerbenden gegenüber, um klar aufzuzeigen, wer profitieren würde. Beispielsweise: Ein Arzt weist nach Vornahme der Sozialabzüge ein wehrsteuerpflichtiges Einkommen von 160 000 Franken aus. Seine Ehefrau ist als tüchtige Arztgehilfin in der Praxis tätig. Er zweigt von seinem Einkommen pro Jahr 25 000 Franken auf die Ehefrau ab. Dabei setze ich voraus, dass die Ehefrau kein Anrecht auf die Freigrenze von 9000 Franken erheben darf, so dass der ganze Betrag des Einkommens unter die Steuer fällt. Dieser Arzt entrichtet bei getrennter Besteuerung eine Jahressteuer von 10 030 Franken, bei der Besteuerung gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit mit einem Abzug von 2000 Franken für die erwerbstätige Ehefrau müsste der gleiche Pflichtige pro Jahr 11 980 Franken Wehrsteuer entrichten. Die Ermässigung bei getrennter Besteuerung beträgt für ihn 1950 Franken.

Ein anderes Beispiel: Ein Apothekerehepaar verdient gemeinsam, nach Vornahme der Sozialabzüge, ein reines Einkommen von 120 000 Franken pro Jahr. Mann und Frau weisen die gleiche Bildung aus und sind den ganzen Tag im Geschäft tätig. Hier müsste das Einkommen in zwei gleiche Teile geteilt werden. Bei getrennter Steuerberechnung würde das Ehepaar zusammen 4650 Franken pro Jahr bezahlen, wobei bei der Ehefrau wiederum keine Freigrenze anerkannt würde. Bei der Besteuerung gemäss Antrag der Mehrheit der Kommission müsste das Ehepaar pro Jahr 7980 Franken Wehrsteuer bezahlen. Die Ermässigung bei getrennter Besteuerung würde pro Jahr 3330 Franken betragen. Sie sehen, die Ausfälle in diesen Kategorien wären ganz bedeutend.

Im Gegensatz zu diesen hohen Ausfällen sind die Mildeurungen bei kleineren Einkommensbezügern bescheiden. Ein Arbeiter verdient zusammen mit seiner erwerbstätigen Ehefrau nach Vornahme der Sozialabzüge zusammen 25 000 Franken. Der Nettoverdienst des Mannes beträgt 18 000, derjenige seiner Gattin pro Jahr 11 000 Franken. Das Ehepaar hat ein Kind und bezahlt 1000 Franken

Versicherungsprämien. Bei getrennter Besteuerung müssten pro Jahr zusammen 173 Franken an Wehrsteuer bezahlt werden. Bei der Steuerberechnung gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit mit einem Abzug von 2000 Franken für das Fraueneinkommen würde die Jahressteuer 220 Franken betragen. Hier würde die Differenz lediglich 47 Franken pro Jahr ausmachen.

Diese Beispiele zeigen auch, welches Ausmass die Ausfälle erreichen würden für den Bund; aber auch die Kantone und Gemeinden müssten gewichtige Steuerausfälle hinnehmen. Wenn wir schon Bedenken haben, die Vorlage bringe dem Bund zu wenig Mittel, wie das gestern wiederholt geäussert wurde, um die gewaltigen Aufgaben in der zweiten Hälfte der siebziger Jahre zu finanzieren, können wir dem Antrag der Minderheit nicht zustimmen. Wir dürfen auch die übrigen Steuerfaktoren wie AHV- oder IV-Renten, Vermögensertrag aus Wertschriften, Grundeigentum oder Anteile an Kollektiv- oder Kommanditgesellschaften nicht vergessen. Wie sollen diese Einkommensbestandteile auf die Ehegatten zugeteilt werden? Welche Konsequenzen ergeben sich daraus? Diese Fragen sind heute alle nicht gelöst.

Abschliessend bitte ich Sie, auch an die Steuerpflichtigen zu denken, die von der getrennten Veranlagung nicht profitieren können, die aber in irgendeiner Form mithelfen müssen, die eintretenden Ausfälle zu decken. Nicht zuletzt erwähne ich dabei die verheirateten Pflichtigen, deren Frauen mit Rücksicht auf die Familienpflichten, die Pflege und Erziehung der Kinder oder wegen der Betreuung von hochbetagten Eltern keine Erwerbstätigkeit ausüben können.

Vielleicht gelingt es den Steuerspezialisten, für eine spätere Vorlage ein System zu finden, das noch gerechter ist als das heutige System mit einem Gewinnungskostenabzug von 2000 Franken. Gegenwärtig ist für die Weiterführung der bisherigen Ordnung mit den nun beschlossenen Abänderungen eine Lösung im Sinne des Antrages der Kommissionsminderheit nicht restlos durchdacht und nicht ausgereift.

Ich empfehle Ihnen daher, auch im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, dem Mehrheitsantrag zuzustimmen.

**Bundesrat Celio:** Ich war fast stolz auf meinen Sex-Appeal, aber jetzt muss ich von Herrn Nationalrat Tanner hören, dass er nur im Hinblick auf die getrennte Veranlagung bestehe, so dass mir aus dieser Übung nur die Enttäuschung bleibt und die vermehrte und intensivierte Überwachung meiner Frau. (Heiterkeit.)

Es ist sicher schwierig, auf diesem Gebiete der Besteuerung des Ehepaars eine Lösung zu finden, die allen passt. Ich glaube, Herr Diethelm hat recht gehabt, als er anlässlich der ersten Behandlung der verworfenen Steuerreform den Antrag stellte, man sollte für die verheiratete arbeitende Frau einen Abzug einbauen. Ich glaube, dass die einfache Kumulierung ohne einen Abzug zu gewissen Ungerechtigkeiten führt. Es ist nicht zu bestreiten, dass die Familie, in welcher die Frau arbeitet, zusätzliche Kosten zu bestreiten hat, so dass eine Steuererleichterung eine gewisse Kompensation dieser zusätzlichen Kosten bedeuten würde. Dazu kommt noch ein Problem, das sich vor allem in der letzten Zeit verschärft zeigt, das ist das Problem, dass wir die arbeitenden Frauen nicht entmutigen sollten, mitzuarbeiten. Herr Biel hat gestern ein paar Beispiele aufgezeigt, allerdings Grenzbeispiele. Denn seine Überlegung spielt eine Rolle im Moment, wo das Einkommen der Ehefrau nicht so gross ist, aber gerade gross genug, um die

Familie in eine andere Progressionsstufe zu bringen. Wir haben bei der heutigen Arbeitsmarktsituation alles Interesse daran, dass die Frauen auch mithelfen, diese Situation zu meistern. Ich glaube, es ist richtig, dass man einen Abzug vorsieht. Aber ich glaube, das andere Extrem, die getrennte Veranlagung, ist nicht annehmbar. Herr Biel und Herr Tanner haben noch heute morgen gesagt, wir würden das Konkubinat fördern. Andererseits habe ich auch in einer Zeitung gelesen, dass wir die Doppelverdiener prämieren. Ich muss schon sagen: unter den arbeitenden Frauen gibt es nicht nur Frauen, die aus einer Notlage heraus arbeiten müssen, weil der Ehemann eine viel teurere Wohnung hat nehmen müssen, weil die alte abgerissen wurde und die Familie mit dem Einkommen des Ehemannes nicht mehr auskommt. Es gibt auch viele Frauen, die arbeiten, weil sie Lust an der Arbeit haben, aber den zusätzlichen Verdienst gar nicht nötig hätten. Schon von diesem Standpunkt aus muss man ein gewisses Mass einhalten.

Gegen die getrennte Veranlagung sprechen noch andere Argumente. Die Herren Berichterstatter haben schon aus einer Tabelle, die wir von der Steuerverwaltung erhalten haben, entsprechende Beispiele zitiert. Wenn man getrennt veranlagen würde, gäbe es Ehepaare, die vielleicht nur noch einen Dritt der Steuern zahlen würden, die heute der Ehemann allein oder durch die Kumulation entrichtet. Das scheint mir viel zu weit zu gehen.

Abgesehen von diesen Beispielen möchte ich bemerken: Herr Biel ist ein zu guter Kenner des Steuerrechtes, um selber an seinen Antrag zu glauben; denn wenn er daran glauben würde, dann hätte er diesen Antrag noch ergänzt durch andere Anträge, zum Beispiel die Änderung des Tarifs; denn die getrennte Veranlagung würde einen so grossen Ausfall verursachen beim Bund, dass wir mit dem jetzigen Tarif nicht mehr auskommen würden. Es sind Dutzende von Millionen, die verloren gehen würden und wir müssten einen neuen Tarif aufstellen.

Wie sieht aber dieser neue Tarif aus? Für die Familie haben wir schon die Abzüge gemacht; wir haben einen Familienabzug, wir haben einen Abzug für die Kinder. Die Situation der arbeitenden verheirateten Frau oder des Ehepaars, vom allgemeinen Standpunkt aus betrachtet, ist schon berücksichtigt in unserer Gesetzgebung. Hier aber handelt es sich darum, die besondere Stellung der arbeitenden Frau zu berücksichtigen. Wenn Sie nun getrennt veranlagen und wenn Sie den Tarif ändern, dann müssen Sie sich überlegen, wie Sie den Tarif für die Ledigen gestalten, wie Sie den Tarif festlegen, wenn nur der Ehemann arbeitet, und wie man dann den Tarif gestalten muss für die Ehepaare, bei welchen beide Ehegatten ein Einkommen haben. Wenn wir konsequent sein wollen und wenn wir diese getrennte Veranlagung vornehmen würden, dann sollten wir auch den Tarif entsprechend revidieren.

Eine letzte Bemerkung zum Minderheitsantrag Biel: die Kantone sind fortgeschritten gewesen als der Bund. Bis auf zwei, drei Kantone (Waadt, Wallis und Genf) haben alle mehr oder weniger etwas getan für die Erleichterung der Besteuerung des Erwerbseinkommens der Ehefrau. Sie haben drei Kategorien von Frauen berücksichtigt. Es gibt viel mehr als drei Kategorien von Frauen, aber steuertechnisch haben die Kantone folgende Einteilung vorgenommen: Frauen, die einen unselbständigen Erwerb bei Dritten haben; Frauen, die einen selbständigen Erwerb getrennt vom Ehemann haben, und schliesslich die Mitarbeit der Frau im Betrieb des Ehemannes. In Klammern möchte ich unterscheiden, was Herr Nationalrat Galli sagte: wenn Sie getrennt veranlagen, dann werden Sie sicher Schwierigkeiten haben bei der Mitarbeit der Frau im

Betrieb. – Denn wie weit geht diese Mitarbeit? Nehmen Sie zum Beispiel einen Bauernbetrieb; welchen Anteil des gemeinsamen Einkommens geben Sie der Frau und welchen dem Ehemann?

Die Kantone haben diese Situation berücksichtigt. Erstaunlich ist aber, dass fast alle Kantone nur den unselbständigen Erwerb bei Dritten berücksichtigt haben. Auch der erste Antrag von Herrn Diethelm ging in dieser Richtung. Nun haben wir diesen ersten Antrag Diethelm erweitert, indem wir uns sagten: Wir schaffen eine Ungerechtigkeit, wenn wir nur den unselbständigen Erwerb bei Dritten berücksichtigen und nicht auch die Mitarbeit der Ehefrau im Betrieb des Mannes.

Ich komme nun aber auf den zweiten Antrag (2000 Franken) zu sprechen. Ich möchte Ihnen zum voraus erklären, dass ich diesen Antrag nicht bekämpfe. Ich hätte es aber lieber gesehen, wenn man bei 1000 Franken oder bei 1500 Franken geblieben wäre. Warum? Dies deshalb, weil die Kantone bei weitem nicht so weit gegangen sind. Ich höre zu oft auf meinem Departement den Vorwurf der Kantone, die mir erklären, der Bund prelle voran. Es wäre dies natürlich nicht so sehr zum Nachteil, wenn die Kantone die Entwicklung des Bundes mitmachen würden und sie imstande wären, dafür aufzukommen. Es ist aber nicht einmal gesagt, dass alle Kantone es vermöchten. Bis auf Zürich und ein paar andere Kantone bewegt sich dieser Abzug zwischen 600 und 1000 Franken pro Jahr. 600 Franken sind sicher zu wenig. Ich bin nur etwas erstaunt, dass Herr Diethelm hier 2000 Franken in Vorschlag bringt, in seinem Kanton aber nur einen Abzug von 600 Franken und nur bei der unselbständig erwerbenden Ehefrau hat. Ich erinnere aber an das Wort, dass der Prophet im eigenen Lande meistens nichts gilt.

Man kann dann ausserhalb des Kantons etwas weiter gehen. Ich befürchte nur, dass diese Bewegung nach oben in den Kantonen eine Entwicklung auslöst, die vielleicht über die Möglichkeit gewisser Kantone hinausgeht. Dieser Abzug von 2000 Franken statt 1000 Franken ist keine Bagatelle. Der Ausfall für den Bund wird sich zwischen 15 Millionen und 20 Millionen Franken bewegen. Stellen Sie sich also einmal die Ausfälle in den Kantonen vor, wenn man dort von 600 Franken auf 2000 Franken geht.

Zusammenfassend möchte ich Ihnen sagen: Der Bundesrat bekämpft den Minderheitsantrag Biel auf getrennte Veranlagung des Erwerbseinkommens der Ehefrau. Der Bundesrat hätte es auch lieber gesehen, wenn man beim Abzug zwischen 1000 und 1500 Franken geblieben wäre. Er bekämpft aber den Mehrheitsantrag, auf 2000 Franken zu gehen, nicht.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	111 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	22 Stimmen

#### Art. 8, Abs. 3, Lit. b, Ziffer 2

#### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

##### Minderheit

(Stich, Biel Walter, Bussey, Diethelm, Felber, Grütter)	
Die Steuer für ein Jahr beträgt:	
bis 8 999 Franken Einkommen	0 Franken;
für 9 000 Franken Einkommen	20 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	1 Franken mehr;

für 20 000 Franken Einkommen	130 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	3 Franken mehr;
für 35 000 Franken Einkommen	580 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	6 Franken mehr;
für 50 000 Franken Einkommen	1 480 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	8 Franken mehr;
für 65 000 Franken Einkommen	2 680 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	10 Franken mehr;
für 85 000 Franken Einkommen	4 680 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	12 Franken mehr;
für 120 000 Franken Einkommen	8 880 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	15 Franken mehr;
für 304 000 Franken Einkommen	36 480 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	12 Franken mehr.

#### Antrag Muret

Die Steuer für ein Jahr beträgt:	
bis 10 499 Franken Einkommen	0 Franken;
für 10 500 Franken Einkommen	15 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	1 Franken mehr;
für 24 000 Franken Einkommen	150 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	3 Franken mehr;
für 36 000 Franken Einkommen	510 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	5 Franken mehr;
für 48 000 Franken Einkommen	1 110 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	10 Franken mehr;
für 60 000 Franken Einkommen	2 310 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	15 Franken mehr;
für 72 000 Franken Einkommen	4 110 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	20 Franken mehr;
für 144 000 Franken Einkommen	18 510 Franken
und für je weitere	
100 Franken Einkommen	25 Franken mehr.

#### Art. 8. al. 3, lettre b, chiffre 2

#### Proposition de la commission

##### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

##### Minorité

(Stich, Biel Walter, Bussey, Diethelm, Felber, Grütter)	
L'impôt pour une année s'élève:	
jusqu'à 8 999 francs de revenu, à	0 franc;
pour 9 000 francs de revenu, à	20 francs
et, par 100 francs de revenu en plus,	1 franc de plus;
pour 20 000 francs de revenu, à	130 francs
et, par 100 francs de revenu en plus,	3 francs de plus;
pour 35 000 francs de revenu, à	580 francs
et, par 100 francs de revenu en plus,	6 francs de plus;

pour 50 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	1 480 francs 8 francs de plus;
pour 65 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	2 680 francs 10 francs de plus;
pour 85 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	4 680 francs 12 francs de plus;
pour 120 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	8 880 francs 15 francs de plus;
pour 304 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	36 480 francs 12 francs de plus;

#### Proposition Muret

L'impôt pour une année s'élève:

jusqu'à 10 499 francs de revenu, à	0 franc;
pour 10 500 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	15 francs 1 franc de plus;
pour 24 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	150 francs 3 francs de plus;
pour 36 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	510 francs 5 francs de plus;
pour 48 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	1 110 francs 10 francs de plus;
pour 60 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	2 310 francs 15 francs de plus;
pour 72 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	4 110 francs 20 francs de plus;
pour 144 000 francs de revenu, à et, par 100 francs de revenu en plus,	18 510 francs 25 francs de plus;

**Tschopp:** Berichterstatter der Mehrheit: Bei der Beratung des Artikels 41 ter, Absatz 5, Buchstabe c, wurden die Maximalsätze für die natürlichen Personen auf 9,5% und die juristischen Personen auf 8% festgesetzt. Damit entfallen die weitergehenden Anträge Stich und Muret zu Artikel 8 über eine weitergehende Skala. Dies ist bloss eine Feststellung zuhanden des Protokolls.

**M. Galli**, rapporteur de la majorité: La proposition de la minorité à la page 4 du dépliant, qui concerne l'article 8, 3<sup>e</sup> alinéa, lettre b, chiffre 2, est la suite logique de la proposition faite à l'article 41 ter. Nous croyons cependant que la minorité devrait tirer les conclusions du vote relatif à l'article 41 ter et ne plus vouloir modifier l'échelle proposée. Il faut considérer que le vote précédent du Parlement a liquidé aussi la proposition de minorité au chiffre 2 de la lettre b.

**Präsident:** Die Anträge zu Artikel 8, Buchstabe b, Ziffer 2, sind durch die vorangegangene Abstimmung über den Artikel 41 ter, Absatz 5, Buchstabe c, erledigt.

#### Art. 8, Abs. 3, Lit. c, d, e, f

#### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

#### Anträge Muret

c)...

1. Kapitalgesellschaften und Genossenschaften entrichten vom Reinertrag:
  - eine Steuer von 6% als Grundsteuer;
  - einen Zuschlag von 8% auf dem Teil ...
  - einen weiteren Zuschlag von 10% auf dem Teil ..., der 4000 Franken übersteigt.  
(Letzter Satz streichen.)
3. ... der übrigen juristischen Personen beträgt 1%.

#### Art. 8, al. 3, lettres c, d, e, f

#### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

#### Propositions Muret

- c) ...
1. Les sociétés à base de capitaux et les sociétés coopératives paient sur le rendement net:
    - un impôt de base de 6%;
    - une surtaxe de 8% sur la partie...;
    - une autre surtaxe de 10% sur la partie ... excède 4000 francs.
 (Biffer la dernière phrase.)
  3. ... des autres personnes morales, s'élève à 1%;

*Angenommen nach Antrag der Kommission*

*Adopté selon la proposition de la commission*

#### Art. 8, Abs. 4

#### Antrag der Kommission

#### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

#### Minderheit

(Schuler, Biel Walter, Bussey, Caroni, Diethelm, Felber, Fischer-Bern, Furgler, Primborgne, Wilhelm)

Auf die von den natürlichen Personen für die Jahre 1971 und 1972 geschuldeten Wehrsteuern findet Absatz 3, Buchstabe b, Ziffer 1, in der bis zum 31. Dezember 1970 gelgenden Fassung Anwendung; bei diesen Steuern erhöht sich die in Absatz 3, Buchstabe f, vorgesehene Ermässigung auf den ersten 100 Franken Jahressteuer auf 30% und auf den nächsten 400 Franken auf 15%.

#### Art. 8, al. 4

#### Proposition de la commission

#### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

#### Minorité

(Schuler, Biel Walter, Bussey, Caroni, Diethelm, Felber, Fischer-Berne, Furgler, Primborgne, Wilhelm)

Le 3<sup>e</sup> alinéa, lettre b, chiffre 1, dans la teneur qu'il avait jusqu'au 31 décembre 1970, est applicable à l'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques pour 1971 et 1972; pour ces impôts, la réduction prévue au 3<sup>e</sup> alinéa, lettre f, est portée, pour les premiers 100 francs de l'impôt annuel, à 30% et, pour les 400 francs suivants, à 15%.

**Tschopp**, Berichterstatter der Mehrheit: Es ist Ihnen bekannt, dass die neuen Sozialabzüge erst ab 1973 angewendet werden können, weil die Kantone diese Beträge für die jetzt im Gang befindliche neue Taxation nicht mehr berücksichtigen konnten. Um die erhöhten Sozialabzüge 1971 und 1972 trotzdem irgendwie anwenden zu können, wird ein Staffelrabatt für diese beiden Jahre gewährt. Gemäss Artikel 8, Absatz 4, werden für die ersten 100 Franken des Steuerbetrages 25% Rabatt gewährt, dann 15% für die folgenden 400 Franken des Steuerbetrages und 5% auf Steuerbeträgen über 500 Franken. Kollege Schuler und weitere Mitunterzeichner stellen den Antrag, dem Pflichtigen für die ersten 100 Steuerfranken nicht nur 25%, sondern 30% Rabatt zu gewähren. Die Kommission hat

mit 15 gegen 10 Stimmen der bundesrätlichen Lösung den Vorzug gegeben.

Der Vorschlag des Bundesrates ergibt einen Ausfall von 49 Millionen Franken, und bei Annahme des Antrages Schuler würden noch 9 Millionen Franken hinzukommen. Der Ausfall durch dieses Rabattsystem würde also total 58 Millionen Franken betragen. Beim Vorschlag des Dreistaffelrabattes liess sich der Bundesrat von der Idee leiten, für die Jahre 1971 und 1972 eine gewisse Annäherung an die Belastung des Jahres 1973 zu finden, in welchem die neuen Sozialabzüge in Kraft treten sollen. Der neue Tarif, verbunden mit dem Dreistaffelrabatt, sollte gegenüber der heutigen Belastung für die unteren und mittleren Einkommen auf jeden Fall eine Entlastung bringen, die jedoch aus verständlichen Gründen nicht grösser sein sollte als im Jahre 1973, sondern eher etwas geringer. Einen Rabatt zu finden, der für alle Pflichtigen und Einkommen die gleiche Entlastung bringt wie die Erhöhung der Sozialabzüge, ist der Natur der Sache nach schwierig, fast unmöglich. Es handelt sich bei diesem Vorschlag nicht um eine weltbewegende Angelegenheit. Es geht um eine Übergangslösung für zwei Jahre. Darum sollte man beim Beschluss des Ständerates und der Kommissionsmehrheit bleiben. Ich beantrage dies namens der Mehrheit.

**M. Galli, rapporteur de la majorité:** La disposition en question vise à augmenter le rabais transitoire concédé pour les années 1971 et 1972 sur l'impôt fédéral direct des personnes physiques, afin que soit anticipé l'effet des allégements sociaux que la loi devrait apporter. Le Conseil fédéral, le Conseil des Etats et votre commission, par 15 voix contre 10, ont accepté un système transitoire à trois échelons: une diminution de 25% sur les premiers 100 francs d'impôts, de 15% pour les 400 francs suivants et de 5% pour le surplus. La minorité propose de porter le taux du premier échelon de 25% à 30%. La portée de cette proposition est très modeste. Elle crée cependant une situation injuste car certaines catégories de contribuables seraient mieux traitées sous le régime transitoire que sous le régime définitif. Un célibataire avec 10 300 francs de revenu serait exonéré de tout impôt en 1971/1972 pour revenir dans la catégorie des contribuables imposés en 1973/1974. La mesure trouvée par l'Administration fédérale des contributions a été établie de façon à maintenir la situation générale, tout en permettant aux contribuables de bénéficier par anticipation des avantages sociaux que la nouvelle loi introduira.

C'est une mesure transitoire valable pour une période, soit pour 1971/1972; la diminution de recettes de la Confédération et des cantons serait de 9 millions de francs.

La commission vous propose d'en rester au texte du Conseil fédéral.

**Schuler, Berichterstatter der Minderheit:** Ich gebe zu, dass es sich hier nicht um eine weltbewegende Sache handelt. Aber meines Erachtens geht es doch auch nicht um eine unwichtige Angelegenheit. Sie haben gehört, dass man nicht in der Lage ist, die erhöhten Sozialabzüge rückwirkend in Kraft zu setzen. Ich nehme an, dem sei so; ich kann es nicht selber beurteilen, denn ich bin kein Steuerspezialist. Wenn man die Formulare für die Veranlagung 1971/1972 am 15. November 1970 nicht schon gedruckt hätte, wäre es vielleicht noch möglich gewesen, die erhöhten Sozialabzüge zu berücksichtigen. Nun weiss ich allerdings, dass die Buchdrucker für grosse Auflagen relativ lange Fristen verlangen. Wenn man diese Formulare vor Neujahr bereitstellen wollte, müsste man sie möglicherweise vor dem

15. November drucken lassen. Jedenfalls müssen wir uns für 1971/72 eine Zwischenlösung suchen. Der vorgeschlagene Rabatt soll diese bringen. Es ist ohne weiteres zugeben, dass ein Rabattsystem möglichst einfach sein muss und in der Durchführung nicht zuviel Arbeit verursachen darf. Daher habe ich darauf verzichtet, meine ursprüngliche Idee, zum Rabatt einen Kopfzuschlag pro steuerpflichtige Person zu beantragen, hier überhaupt zur Diskussion zu stellen. Wenn nun aber der Rabatt dazu führt, dass der Bund damit ein sehr gutes Geschäft macht, liegt der Verdacht nahe, dass es noch bessere Lösungen gäbe als die vorgeschlagene. Gemäss Seite 21 der Botschaft macht der Minderertrag für den Bund bei der Wehrsteuer natürlicher Personen für die Jahre 1971/72 37 Millionen Franken aus, vom Jahre 1973 an aber 97 Millionen. Die Tatsache, dass man kein Rabattsystem gefunden hat, das der späteren Ordnung ebenbürtig ist, spart dem Bund in den ersten beiden Jahren des neuen Finanzregimes also jährlich rund 60 Millionen Franken. Das wollen wir festhalten. Demgegenüber bedeutet der Minderheitsantrag, dass jeder Steuerpflichtige, sofern er mindestens 100 Franken Steuern bezahlen muss, 5 Franken mehr Rabatt bekommt. Das Ergebnis für den Bund wäre ein jährlicher Ausfall von 9 Millionen, respektive eine Reduktion der Rabattersparnis des Bundes von 60 auf zirka 50 Millionen Franken.

Das Entscheidende für die Kommissionsminderheit ist, dass die vorgesehene Rabattlösung für die Mehrheit der Steuerpflichtigen weniger günstig wäre als die definitive Lösung ab 1973. Die Lösung, die ich Ihnen vorschlage, wäre hingegen wenn nicht für alle, so doch wenigstens für die Mehrheit der Steuerpflichtigen dem Definitivum ebenbürtig. Wenn wir schon keine Formel finden können, die in dieser Übergangsperiode generell gleichwertig ist, sollten wir jedenfalls eine Lösung treffen, die mindestens für die Mehrheit der Steuerpflichtigen gleichwertig ist. Der Minderheitsantrag könnte bei den Ledigen zwar in gewissen Kategorien bewirken, dass der Rabatt 1971/72 etwas zu gross wäre, so dass im Jahre 1974 eine kleine Korrektur nach oben unvermeidlich würde. Das aber fielte meines Erachtens, da es sich um sehr kleine Beträge handeln würde, nicht ins Gewicht. Entscheidend ist, dass wir einen Rabatt wählen, der nicht für die Mehrheit der Steuerpflichtigen ungünstiger ist als die definitive Lösung.

Ich bitte Sie daher, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Kollege Vollenweider hat nun hier Gelegenheit zu zeigen, ob es ihm wirklich ernst war mit seinen Tränen über jene Steuerpflichtigen, die bei dieser Lösung schlechter fahren könnten als bei der verworfenen.

**Bundesrat Celio:** Die Berichterstatter haben gesagt, warum wir diesen Staffelrabatt im System haben einführen müssen. Es ist unmöglich, die Sozialabzüge vor 1973 anzuwenden, aber nicht, Herr Nationalrat Schuler, weil die Formulare im November schon gedruckt worden sind, sondern weil die Steuerämter nicht in der Lage sind, zwischen dem Sommer und dem September, bis zum Moment der Steuerzahlung im März 1972, all diese Berechnungen durchzuführen, besonders nicht in bezug auf den Abzug für die Versicherung und für die verheirateten Frauen. Das hat mit den Formularen nichts zu tun.

Der Bundesrat hat versucht, durch diesen Staffelrabatt – es ist die Korrektur zwischen den alten und neuen Sozialabzügen für 1973 – so zu gestalten, dass die Lösung möglicherweise sehr nahe an die Situation herankommt, die wir 1973 haben werden. Vor allem aber gehen wir nicht über diese Situation hinaus. Bei einem grösseren Rabatt

könnte der Fall eintreten, dass der Steuerzahler, vor allem die unteren Steuerkategorien, jetzt weniger zu zahlen hätten als ab 1973. Dann wäre es nicht einfach, den Leuten zu sagen, wegen des Staffelrabattes müssten sie nun mehr Steuern zahlen. Man wird dann 1973 von Steuererhöhungen sprechen. Wir werden in den Zeitungen lesen, dass im Nationalrat Motionen und Postulate gestellt worden sind, um die Sozialabzüge so abzuändern, dass der Steuerzahler nicht mehr belastet wird. Es ist nicht eine weltbewegende Sache, und ich gebe gerne zu, wenn man von Prozentsätzen und Steuersätzen spricht, kann man auch anderer Meinung sein, «ce sont des questions opinables.» Aber hier finde ich, dass diese Differenz von 25 % auf 30 %, so gut sie von Herrn Nationalrat Schuler dargelegt wurde, wirklich absolut unbegründet ist. Erstens einmal, wenn Sie die Tabelle anschauen und diese Differenzen sehen, handelt es sich um 10, 12 oder 15 Franken mehr oder weniger Steuer, was ja sozial absolut keine Rolle spielt. Aber diese 10, 12, 15, 20 Franken Steuer sind es, die uns dann die Schwierigkeiten im Jahre 1973 verursachen werden. Die einzige Begründung, die Herr Nationalrat Schuler gebracht hat, ist die, der Bund mache ein Geschäft. Ja, das wäre das erste Mal, dass der Bund ein gutes Geschäft macht, Herr Nationalrat Schuler. Aber er macht nicht einmal ein Geschäft. Ihre Berechnung geht etwas fehl, Herr Nationalrat, denn Sie sagen, der Bund spart 60 Millionen (das ist der Unterschied zwischen den 100 Millionen und dem Verlust, den wir jetzt haben durch die Beseitigung der kalten Progression). Aber Sie vergessen dabei, dass wir den Steuersatz, die Progression von 9 % auf 9,5 % gebracht haben, und dieser Unterschied gibt uns die Mehreinnahmen, die dann den Verlust des Bundes erheblich reduzieren. Es ist nicht so, dass der Unterschied zwischen Sozialabzügen und Staffelrabatt 60 Millionen ausmacht. Wenn dem so wäre, wäre ich froh, und ich könnte vielleicht noch weitere Konzessionen machen.

Aus all diesen Gründen möchte ich Ihnen im Namen des Bundesrates empfehlen, den Minderheitsantrag von Herrn Nationalrat Schuler abzulehnen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	71 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	59 Stimmen

*Art. 8, Abs. 5 und 6*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Art. 8, al. 5 et 6*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Angenommen – Adopté*

*Ziffer III, Ingress*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Chiffre III, préambule*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Angenommen – Adopté*

*Art. 10*

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Minderheit*

(Biel Walter, Kloter)

Streichen.

*Art. 10*

**Proposition de la commission**

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Minorité*

(Biel Walter, Kloter)

Biffer.

**Biel Walter, Berichterstatter der Minderheit:** Die Erhöhung des Kantonsanteils an der Verrechnungssteuer bildete einen Bestandteil des Paketes der letzten Vorlage. Damit wollte man den Kantonen entgegenkommen, um ihre Zustimmung zu gewinnen für diese Vorlage. Die Kantone haben wie üblich genommen, aber sie sind dem Bund nicht entgegengekommen. Solange die Kantone beim Problem der Steuerharmonisierung und der Zusammenarbeit mit dem Bund nicht echt entgegenkommen, kann ich solchen weiteren Vorschussleistungen nicht zustimmen. Übrigens war schon die Verdoppelung dieses Anteils der Kantone an der Verrechnungssteuer bei der letzten Vorlage bestritten worden. Eine starke Minderheit in diesem Rat hatte höchstens auf 10 % gehen wollen. Es handelte sich dabei, wie Herr Kollege Max Weber hier gesagt hat, nicht nur um ein Zuckerchen an die Kantone, sondern um einen Zuckerstock von recht beträchtlichem Gewicht. Leider musste er nur zu Recht davor warnen, dass die Gefahr besteht, dass die Schraube immer weiter gedreht werden würde. In der Zwischenzeit sind zusätzliche Begehren in anderer Form an den Bund herangetragen worden, die beweisen, dass man nur auf diesem Weg weitermachen will. Dieser Föderalismus des Nehmens berührt schon recht eigenartig. Wenn man schon so grundsätzlich föderalistisch sein möchte, dann bitte mit allen Konsequenzen. Leider handeln die Föderalisten auch in den eidgenössischen Räten nach dem Motto, das Herr Kollege Grüter hier vor einem Jahr geprägt hat: «Vereinigen wir uns am Busen der Mutter Helvetia.» Wir haben hier den besten Beweis dafür. Wer die Belange des Bundes auch etwas verteidigen möchte, kann nicht mehr mitmachen. Herr Bundesrat Celio hatte recht, als er davor gewarnt hatte, die Bundesfinanzen als Handorgel zu betrachten, die man ausdehnen kann oder zusammendrücken, je nachdem, was für Töne herauskommen sollen.

Alle sprechen hier immer wieder von der notwendigen Überprüfung der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen. Diese wirklich dringende Aufgabe wird nicht dadurch gefördert, dass man für alles und jedes zum Bund geht und um Geld bittet. Ich habe im Gegenteil das Gefühl, alle diese Reformen werden dadurch nur auf die lange Bank geschoben, weil es doch sehr bequem ist, wenn man immer weiterwurzeln kann auf Kosten der Eidgenossenschaft. Herr Prof. Theo Keller von St. Gallen hat kürzlich treffend von einer Kombination von Föderalisten des Wortes und Zentralisten der finanzwirtschaftlichen Tat gesprochen. Diese Kombination möchten wir mit unserm Antrag hier etwas in die Schranken weisen.

Ich bitte Sie deshalb, diesen Antrag zu unterstützen.

**Tschopp**, Berichterstatter der Mehrheit: Wir stehen beim letzten Minderheitsantrag. Es geht um den Anteil der Kantone an der Verrechnungssteuer. Wie wir gehört haben, möchte unser Kollege Biel doch im Rückblick auf die Abstimmung vom 15. November eine kleine Strafexpedition gegenüber diesen bösen Ständen durchführen. Kollege Biel will den Artikel 10 streichen. Es würde in diesem Falle bei den 6% bleiben, wie sie im Verrechnungssteuergesetz festgesetzt sind. Der Antrag Biel wurde in der Kommission mit 25:3 Stimmen abgelehnt. Gegenüber dem Beschluss des Ständerates und der Kommissionsmehrheit ergäbe sich für die Kantone ein Ausfall, für den Bund natürlich eine Mehreinnahme von 46 Millionen Franken für das Jahr 1972, 51 Millionen für das Jahr 1973 und 56 Millionen Franken für 1974. Diese Beträge sollen vor allem den finanzschwachen Kantonen zugute kommen. Der Beschluss des Ständerates und der Kommissionsmehrheit ersetzt die rechtlich umstrittene Provision durch einen in der Verfassung klar umschriebenen Anteil. Diese saubere Lösung würde durch den Vorschlag der Minderheit wieder dahinfallen.

Der Finanzausgleich ist zwar eine sehr dringliche, aber ebenso komplexe Angelegenheit, die noch zahlreicher Abklärungen bedarf. Auch die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren hat sich in ihrer Eingabe vom 31. Juli 1969 dieser Einsicht nicht verschlossen, aber im Sinne einer Übergangslösung und Sofortmassnahme die Erhöhung des Anteils der Kantone an der Verrechnungssteuer von 6 auf 10% vorgeschlagen.

Der Bundesrat hatte diesen Vorschlag in seinem Entwurf vom 10. September 1969 übernommen. Der Anteil war anschliessend vom Ständerat auf 12% erhöht worden, und diesem Beschluss haben wir uns seinerzeit angeschlossen. Diese neue Regelung ist auch in die neue Vorlage übernommen worden. Ein von der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren gebildeter Arbeitsausschuss beschäftigt sich gegenwärtig eingehend mit den Problemen des Finanzausgleichs; er ist beauftragt, die Grundlagen für eine umfassendere Lösung des interkantonalen Finanzausgleichs zu schaffen. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag Biel keine Folge zu geben und dem Antrag Ihrer Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

**M. Galli**, rapporteur de la majorité: La proposition de la minorité est une petite expédition punitive contre les cantons qui ont refusé le projet, mais cette expédition est un peu trop personnalisée parce que ce ne sont pas les cantons comme tels qui l'ont rejeté, mais les citoyens des cantons.

M. Biel, en termes de «Realpolitik» – on a parlé sur bien d'autres tons au cours de cette discussion – nous a expliqué que la Suisse romande, ou une partie tout au moins, aurait refusé le projet parce que les propositions du Parlement étaient insuffisamment progressistes et il a demandé, toujours en termes de «Realpolitik», que l'on amadoue les électeurs récalcitrants par des propositions plus alléchantes. M. Biel aurait dû, dans les mêmes termes, demander une augmentation de la participation des cantons, ce que d'autres ont fait du reste ailleurs, pour essayer de leur faire admettre le texte adopté par les Chambres. Mais ce n'est pas le désir d'amadouer les électeurs des cantons qui nous pousse à vous proposer de maintenir votre décision de l'année dernière. C'est une question qui plante ses racines dans la vieille discussion sur la compensation intercantionale qui a commencé il y a 25 ou 30 ans au sein du Parlement. J'ai toujours considéré, et je parle en ce moment en ma qualité d'ancien directeur des finances de mon

canton – cela remonte à bien longtemps – que cette participation plus ou moins forte des cantons, qui est d'origine absolument extérieure, n'est pas un moyen authentique de les placer dans une position économique comparable. Nous avons toujours considéré qu'il s'agissait non d'une solution définitive, mais d'un replâtrage, et nous le croyons encore aujourd'hui. La vraie solution réside dans l'harmonisation des impôts cantonaux. On l'a répété au cours de la discussion d'entrée en matière et de la discussion de détail: ce problème ne pourra être résolu par la redistribution d'un impôt particulier. Seule une harmonisation des impôts permettra d'aboutir à une compensation intercantionale, d'améliorer la position économique des cantons et de les faire prospérer.

L'adoption de la proposition de la minorité de la commission aurait pour conséquence le maintien en vigueur de l'article 2 de la loi sur l'impôt à la source, en vertu duquel les cantons bénéficient d'une «provision» de 6%. Selon les calculs de l'administration, les cantons à faible capacité financière perdraient 46 millions en 1972, 51 millions en 1973 et 56 millions en 1974.

Dans le texte adopté par le Conseil des Etats et la majorité de votre commission, la notion de «provision» est remplacée par celle de la participation légale des cantons au rendement de l'impôt à la source, notion qui tomberait si le Parlement acceptait la proposition de la minorité de la commission, qui tend à ramener la part des cantons à cette définition un peu ambiguë de «provision». On ne voit pas quel travail elle est destinée à rémunérer puisque les cantons ne participent pas à l'encaissement de l'impôt à la source. Par la redistribution de l'impôt anticipé selon une clé de répartition tenant compte de la situation financière des cantons, on a résolu temporairement le problème de la compensation intercantionale. Au cours des discussions relatives aux projets soumis précédemment au Parlement, le Conseil fédéral avait proposé de porter le taux de la provision de 6 à 10%. Je vous rappelle que le Conseil des Etats avait porté ce taux à 12% et que nous nous y étions ralliés lors de la dernière votation. Revenir en arrière serait condamner les cantons, surtout les plus faibles d'entre eux, à attendre encore longtemps une compensation intercantionale suffisante. Les conséquences d'une telle modification sur la future consultation populaire seraient faciles à prévoir. C'est pourquoi votre commission a décidé par 25 voix contre 3 de repousser la proposition de la minorité et elle vous invite à en faire de même.

**Diethelm**: Ich bitte Sie, den Antrag der Kommissionsminderheit auf Streichung von Artikel 10 abzulehnen. Der Antrag für die Erhöhung der Kantonsanteile wurde vor der Bereinigung der letzten Vorlage durch die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren eingereicht. Das Parlament stimmte der Erhöhung von 6%, wie dies im Verrechnungssteuergesetz geregelt ist, auf 12% zu, weil sonst eine generelle Verbesserung des Finanzausgleichs mit der Vorlage nicht verwirklicht werden konnte. Die zusätzlichen Leistungen an die Kantone sind solange auszurichten, bis der Finanzausgleich neu geordnet werden kann. Den Vertretern der Kommissionsminderheit möchte ich entgegnen, dass sich die Finanzdirektoren der Kantone sozusagen geschlossen für die letzte Vorlage eingesetzt haben, und zwar in Referaten und Zeitungsartikeln. Die Verantwortung für die Ablehnung der letzten Vorlage tragen andere Kreise, denen einerseits mehr finanzielle Mittel für die Bekämpfung der Vorlage zur Verfügung standen. Das Geld für die Gegenpropaganda lieferten weitgehend auch Kreise aus den Kantonen, die schliesslich bei den annehmenden

Ständen waren. Gegner der Vorlage waren aber auch die Kreise, die mit einem Appell an die föderalistische Grundhaltung gegen die Vorlage angetreten sind. Mit der Streichung von Artikel 10 würde man zwangsläufig eine neue Opposition gegen die neue Vorlage mobilisieren, weil in vielen Kantonen die durch die höheren Sozialabzüge bedingten Wehrsteuerausfälle nicht mit Mehrleistungen der grossen Einkommensbezüger wettgemacht werden können, da wenig Steuerpflichtige mit hohen Einkommen in den finanzschwachen Kantonen Wohnsitz haben. Die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren hat dieser Erhöhung im Sinne einer Sofortmassnahme für einen verbesserten Finanzausgleich zugestimmt. Ich bitte Sie ebenfalls um Zustimmung zur Vorlage und Ablehnung des Minderheitsantrages.

**Bundesrat Celio:** Ich teile die Ausführungen von Herrn Nationalrat Biel, aber nicht seine Schlussfolgerungen; dagegen kann ich die Ausführungen von Herrn Nationalrat Diethelm nicht teilen, dafür aber die Schlussfolgerungen, zu denen er gelangt ist. Es gibt nur eine Begründung für diese Erhöhung von 6 auf 12%. Durch die Beseitigung der kalten Progression erleiden die Kantone bei der 30prozentigen Beteiligung an der Wehrsteuer einen Ausfall, und es wäre ungerecht, wenn wir diesen Ausfall nicht kompensierten. In diesem Sinne gebe ich Herrn Nationalrat Diethelem recht. Dass sämtliche Finanzdirektoren der Kantone die andere Vorlage unterstützt haben, möchte ich etwas bezweifeln. Das spielt aber keine Rolle mehr. Das ist vorbei. Jetzt versuchen wir einmal, diese Vorlage über die Bühne zu bringen.

Ich glaube, es ist auch richtig, dass man im neuen Artikel nicht mehr von Provision gesprochen hat, sondern von einem Anteil der Kantone am Reinertrag; denn die Provision setzt eine Gegenleistung für etwas, was man leistet. Und wenn die Kantone bei der Verrechnungssteuer auch etwas leisten, dann würden die 6% bei weitem ausreichen. Ich glaube, man hat einmal bei der Steuerverwaltung die Bemerkung gemacht, mit 1 oder 2% wären die Kantone für ihre Leistungen reichlich entschädigt. Nun benützen wir diese Gelegenheit, um auch verfassungsmässig die Sache in Ordnung zu bringen. Diese Provisionen waren nämlich verfassungsmässig nicht hundertprozentig fundiert.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	110 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	19 Stimmen

#### *Ziffern IV, V*

##### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

#### *Chiffres IV, V*

##### **Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

##### **Angenommen – Adopté**

#### *Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusstentwurfes	120 Stimmen
Dagegen	17 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

#### Abschreibung von Postulaten Classement de postulats

**Tschopp, Berichterstatter:** Mit der soeben beschlossenen Verfassungsvorlage können wir die auf Seite 13 der Botschaft aufgeführten Postulate abschreiben. Es sind dies:

Postulat Nr. 8841 der Kommission des Ständerates vom 26. November 1964, vom Ständerat angenommen am 17. Dezember 1964, betreffend eine Verfassungsvorlage über die Einführung und die Bemessung von Kantonsanteilen an der Verrechnungssteuer zur Verbesserung des interkantonalen Finanzausgleichs;

Postulat Nr. 9375 von Herrn Nationalrat Max Weber vom 1. Dezember 1965, vom Nationalrat angenommen am 29. Juni 1966, über Massnahmen zur Deckung des Ausfalls infolge Aufhebung der Couponabgabe und zur Bezahlung neuer Mittel;

Postulat Nr. 9386 von Herrn Nationalrat Max Weber vom 9. Dezember 1965, vom Nationalrat angenommen am 22. September 1966, über die Neuordnung des Finanzausgleichs im Rahmen der Wehrsteuer;

Postulat Nr. 9629 von Herrn Nationalrat Eibel vom 21. Dezember 1966, vom Nationalrat angenommen am 4. Oktober 1967, über die Überlassung der direkten Steuern an die Kantone, die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen und den Ausbau des interkantonalen Finanzausgleichs;

Postulat Nr. 9904 von Herrn Nationalrat Welter vom 6. März 1968, vom Nationalrat angenommen am 5. März 1969, über die Erhöhung der individuellen und der Sozialabzüge bei der Wehrsteuer.

Die Kommission stellt Ihnen den entsprechenden Antrag.

**M. Galli, rapporteur:** La commission vous propose, selon le message du texte français, page 14, de classer les postulats suivants:

Postulat n° 8841, de la commission du Conseil des Etats, du 26 novembre 1964, accepté par le Conseil des Etats le 17 décembre 1964, concernant un projet constitutionnel sur l'institution et le calcul de parts cantonales à l'impôt anticipé, pour améliorer la péréquation financière intercantionale;

Postulat n° 9375, de M. Max Weber, conseiller national, du 1<sup>er</sup> décembre 1965, accepté par le Conseil national le 29 juin 1966, concernant des mesures en vue de couvrir la perte résultant de la suppression du droit de timbre sur les coupons et de se procurer de nouveaux moyens;

Postulat n° 9386, de M. Max Weber, conseiller national, du 9 décembre 1965, accepté par le Conseil national le 22 septembre 1966, concernant une nouvelle réglementation de la péréquation financière en matière d'impôt pour la défense nationale;

Postulat n° 9629, de M. Eibel, conseiller national, du 21 décembre 1966, accepté par le Conseil national le 4 octobre 1967, concernant la réservation des impôts directs uniquement aux cantons, une nouvelle répartition des attributions entre Confédération et cantons et le développement de la péréquation financière intercantionale;

Postulat n° 9904, de M. Welter, conseiller national, du 6 mars 1968, accepté par le Conseil national le 5 mars 1969, concernant l'augmentation des déductions personnelles et de caractère social en matière d'impôt pour la défense nationale.

Etant donné que les matières traitées ont été discutées et ont fait l'objet de nos délibérations, nous vous proposons de prendre cette décision.

**Weber Max:** Ich gebe zu, dass mein Postulat vom 1. Dezember 1965 betreffend Deckung des Ausfalles infolge Aufhebung der Couponsabgabe und zur Beschaffung neuer Mittel, durch diese Vorlage einigermassen erledigt wird. Was aber mein Postulat vom 9. Dezember 1965 anbetrifft, das die Neuordnung des Finanzausgleiches im Rahmen der Wehrsteuer verlangt, bezeichne ich das, was nun vorliegt, als eine Verlegenheitslösung. Bundesrat Celio wird mir zustimmen, dass das Postulat nicht erfüllt ist. Ich glaube, gerade all jene, die mit Nachdruck einen Finanzausgleich verlangen, der systematisch anders geordnet ist – namentlich die Fraktion der Christlich-Demokraten – können sich auch nicht damit einverstanden erklären, dass wir diese Frage einfach unter den Tisch wischen lassen. Daher möchte ich Ihnen genehm machen, das Postulat aufrechtzuerhalten, damit der Bundesrat wenigstens auf diese Weise gemahnt wird, Vorarbeit für einen Finanzausgleich zu treffen, der anders geordnet wird, als so, dass man einfach bei der Verrechnungssteuer für die Kantone etwas abzapft.

**Bundesrat Celio:** Der Bundesrat ist einverstanden, dass das Postulat aufrechterhalten bleibt.

**Eibel:** Nachdem Kollege Weber sein Postulat aufrechterhält, kann ich nicht schweigen. Gemäss Botschaft Seite 13 handelt mein Postulat von der Überlassung der direkten Steuern an die Kantone, die Neuverteilung der Aufgabe zwischen Bund und Kantonen und den Ausbau des interkantonalen Finanzausgleichs. – Ich muss feststellen, dass diese Begehren durch die heutige Vorlage in keiner Weise in Angriff genommen worden sind. Ich mache ihr das nicht zum Vorwurf. Ich muss Sie aber bitten, das Postulat aufrechtzuerhalten.

**Bundesrat Celio:** Heute bin ich generös und bin einverstanden, dass auch dieses Postulat aufrechterhalten bleibt.

**Präsident:** Ein Gegenantrag ist nicht gestellt; Sie haben der Aufrechterhaltung der Postulate Max Weber und Eibel zugestimmt. Die andern drei genannten Postulate werden abgeschrieben. (*Zustimmung – Adhésion.*)

**10658. Wohnungsbau.**  
**Zusätzliche Finanzierung**  
**Construction de logements.**  
**Aide supplémentaire**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 26. August 1970  
(BBI II, 499)  
Message et projet d'arrêté du 26 août 1970 (FF II, 505)

Beschluss des Ständerates vom 16. Dezember 1970  
Décision du Conseil des Etats du 16 décembre 1970

**10629. Postulat Vontobel.**  
**Förderung des sozialen Wohnungsbaus**  
**Encouragement de la construction de**  
**logements à caractère social**

Text des Postulates siehe Seite 152 hiernach  
Texte du postulat voir page 152 ci-après

**10684. Motion Eisenring.**  
**Wohnbau-«Notprogramm»**  
**Programme d'urgence dans le secteur**  
**de la construction de logements**

Text der Motion siehe Seite 152 hiernach  
Texte de la motion voir page 152 ci-après

**10685. Postulat Debétaz.**  
**Mieterschutz**  
**Protection des locataires**

Text des Postulates siehe Seite 153 hiernach  
Texte du postulat voir page 153 ci-après

**10686. Motion Berger-Zürich.**  
**Wohnbauförderung**  
**Encouragement à la construction**  
**de logements**

Text der Motion siehe Seite 155 hiernach  
Texte de la motion voir page 155 ci-après

**10713. Postulat Gugerli.**  
**Wohnungs- und Hauseigentum**  
**Propriété immobilière et par étages**

Text des Postulates siehe Seite 158 hiernach  
Texte du postulat voir page 158 ci-après

**10698. Postulat Welter.**  
**Prioritätsordnung im Bauwesen**  
**Ordre de priorités dans la construction**

Text des Postulates siehe Seite 157 hiernach  
Texte du postulat voir page 157 ci-après

## **Finanzordnung des Bundes. Wetterführung**

### **Régime des finances fédérales. Prorogation**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1971
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	10736
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.03.1971
Date	
Data	
Seite	133-143
Page	
Pagina	
Ref. No	20 000 041